

PRESSE ET DEFENSE

Discours de réception de M. Gabriel JAUFFRET

Je me dois d'exprimer ma profonde reconnaissance à l'Académie du Var qui a bien voulu m'accueillir au titre de membre actif résidant.

Ma gratitude va à mes parrains, le Dr Jacques-Henri Baixe, pionnier de l'image sous-marine, président-fondateur du Festival international du film maritime et d'exploration; au Dr Marmottans, président honoraire de notre Compagnie, bien connu pour ses nombreux travaux historiques et son art de conter.

Mes remerciements vont au pr N avarranne, président honoraire de notre Compagnie, qui voulut bien accueillir ma candidature, et au Dr Goutx, ancien chirurgien de l'escadre, qui proposa mon nom à vos suffrages lors de la vacance du dix-neuvième fauteuil de notre Compagnie. Un fauteuil occupé par M. Charles Galfré qui a rejoint à sa demande les rangs des académiciens émérites. M. Charles Galfré ici présent, que je salue tout particulièrement, avec qui j'ai collaboré durant de très nombreuses années et à qui j'ai l'honneur de succéder.

Né à Toulon le 21 septembre 1921, M. Charles Galfré débuta dans le journalisme dans la presse clandestine lors de l'Occupation. Titulaire de la croix du combattant volontaire de la Résistance, il participa au lancement du *Var libre* en août 1944, puis sera successivement rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Provence libre* (1945), rédacteur en chef adjoint du quotidien *Le Petit Varois* (1956), rédacteur en chef adjoint du quotidien *République varoise* (1957), rédacteur en chef de *Var-Matin* (1965-1983) et correspondant du *Monde* (1964-1983).

Membre actif résidant de l'Académie du Var en 1987, M. Charles Galfré fut également conseiller de l'enseignement technologique de 1985 à 1991 et directeur de la communication au conseil général du Var de 1986 à 1994. À l'Académie du Var, il a présenté une quinzaine de communications, deux à l'université de Toulon, publié quatre ouvrages majeurs dont le dernier en date, *L'Histoire sociale de l'arsenal de Toulon* (Toulon, éditions de la Nerthe, 2003). M. Charles Galfré a également collaboré à la publication de deux ouvrages consacrés au Var.

Ma gratitude va également à deux de mes confrères et amis aujourd'hui disparus, Jean Mathieu et René Guillemin.

Jean Mathieu, aussi brillant journaliste que discret, à qui j'ai succédé après avoir été son concurrent quand j'étais rédacteur au *Méridional-La France*. Jean Mathieu qui, après une brève carrière parisienne, s'illustra dans la presse clandestine et voulut bien guider mes pas de jeune journaliste et me faire découvrir la Marine et Toulon qu'il a tant aimés et si bien évoqués.

René Guillemin, officier au long cours puis journaliste, qui fit une belle carrière au *Dauphiné libéré* comme chef des informations générales, à qui j'ai succédé à *Cols bleus*. Capitaine de corvette du cadre de réserve, il avait servi durant la seconde guerre mondiale au 1^{er} régiment de fusiliers-marins, au 2^e escadron alors commandé par Alain Savary qui deviendra ministre de l'Éducation nationale. René Guillemin qui avait participé aux batailles du Garigliano, de Toulon, d'Autun, de Colmar, de l'Authion.

Deux journalistes exemplaires qui apportèrent leur riche expérience à leur cadet qui avait bien vite compris qu'un titre qui n'a pas de mémoire n'a pas nécessairement d'avenir et que la morgue des jeunes Rastignac ne cache le plus souvent qu'insuffisance et médiocrité.

Ma gratitude va aussi aux directeurs de la rédaction successifs de *Cols bleus* avec qui j'ai entretenu durant des années une fructueuse collaboration. Qu'il me soit permis de mentionner tout particulièrement le capitaine de vaisseau Georges Croullebois. Mes remerciements et mon amitié vont à l'amiral Pierre Brun, brillant sous-marinier, que j'ai connu alors qu'il était lieutenant de vaisseau et à qui revient de me recevoir dans notre Compagnie.

Journaliste accrédité Défense, chroniqueur Marine durant plus de trente ans, nous avons été le témoin attentif de l'évolution de nos armées, des bouleversements qu'elles ont subis. Confrontées à des séismes géostratégiques sans précédent, à des réorganisations internes, elles ont connu des turpitudes auxquelles aucune autre institution n'aurait résisté. Nous avons eu la chance de connaître dans le quotidien les Armées de terre, de mer et de l'air, la Gendarmerie hors de ses missions judiciaires, le Service de santé des armées, la Délégation générale à l'Armement, les Affaires maritimes. Ses administrateurs, officiers de l'Armée de mer, directeurs départementaux, mais aussi directeurs des Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage - et plus particulièrement du CROSS-MED - que nous avons accompagné dans sa montée en puissance. Une formidable aventure qui a pris les dimensions d'une véritable épopée et qui attend son mémorialiste. Bien que cela ne relève pas de notre propos, nous y associerons la Société nationale de sauvetage en mer. Cette approche globale de notre système de défense a souvent largement débordé sur les marines alliées, les armées de terre italienne, israélienne, allemande, espagnole, britannique. Elle nous a été permise grâce aux concours éclairés d'un directeur exceptionnel, M. Jacques Defferre, dont nous saluons la mémoire, et des rédacteurs en chef successifs de *VarMatin* pour qui la défense demeurait un ensemble cohérent qui ne pouvait être livré à un quelconque saucissonnage médiatique comme c'est trop souvent le cas.

L'opinion publique qui a pour habitude de trancher sans ménagement a toujours estimé qu'il y avait une opposition de principe, si ce n'est un véritable antagonisme, entre la presse et les armées. Au journaliste supposé faire émerger la vérité n'a-t-on pas pour habitude d'opposer la grande muette enfermée dans le culte du secret et ses carcans corporatistes. Bien entendu la réalité est bien différente. Les journalistes bénéficient plus qu'ils n'y sont réellement soumis d'un statut dont on peut se demander s'il est toujours bien adapté et s'il ne mériterait pas sur certains points d'être repensé et complété. Le droit à l'information qui leur est reconnu ne procède plus seulement de la liberté d'expression mais du respect du droit à l'information du public. Un principe aujourd'hui universellement admis qui donne aux journalistes un rôle d'éclairer, de sentinelle avancée de la démocratie. La déclaration dite de Munich qui remonte à 1971 stipule en effet: « C'est du droit du public à connaître les faits et les opinions que procède l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes. »

Raoul Noilletas, excellent journaliste toulonnais qui compta parmi les membres éminents de l'Académie du Var, voyait dans le journaliste « un flâneur salarié ». En fait, les journalistes demeurent des salariés dont l'originalité est consacrée par les lois du 29 mars 1935 et du 4 juillet 1974 qui fixent leurs statuts. « Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques, ou dans une ou plusieurs agences de presse, et qui en tire le principal de ses ressources. » Il faudra attendre les lois de 1982 et de 1986 pour que ce statut soit légitimement étendu aux journalistes de l'audiovisuel. Ces dispositions auxquelles les journalistes sont très attachés excluent les collaborateurs occasionnels dont les revenus principaux proviennent de l'exercice d'une autre profession auxquels les patrons de presse font si souvent appel, moins pour des raisons de

notoriété que d'économie. Ces mêmes dispositions leur permettent tant bien que mal de contenir les « informateurs-communicateurs » rencontrés dans les services de presse qui se multiplient aujourd'hui aussi bien dans l'Administration que dans le privé. Alors qu'ils devraient se situer très en amont des journalistes, on les voit empiéter sur leur champ d'activité hors de toute déontologie.

Le nombre de journalistes ne cesse de croître depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Entre 1955 et 2002 il est passé de 6 830 à 38 158. La féminisation de la profession a été tout aussi remarquable puisque 51 % des nouveaux titulaires d'une carte de presse sont des femmes. En 1999, 1 % des journalistes professionnels travaillaient dans une agence de presse, 8,8 % dans des chaînes radio, 12,4 % dans les stations de télévision, 73 % dans la presse écrite dont 20,1 % dans des quotidiens provinciaux.

La loi du 4 janvier 1993 les autorise, lorsqu'ils sont entendus comme témoins par la Justice, à ne pas révéler la source de leurs informations. Elle donne également des garanties particulières lors des perquisitions judiciaires dans les entreprises de presse mais on connaît ses limites. Singulier état que celui des journalistes auxquels on ne reconnaît le secret professionnel que du bout des lèvres et qui exercent un métier qui suscite envie, mépris parfois, mais jamais indifférence. La reconnaissance de ce secret professionnel connaît de nombreux détracteurs qui reprochent aux journalistes de ne jamais dévoiler leurs sources de peur qu'elles ne se tarissent et qui vont jusqu'à affirmer que le refus de dévoiler leurs sources cache souvent l'absence de toute source d'information.

Flattés par l'opinion publique qui voit dans la presse le quatrième pouvoir, ils déchantent bien vite quand de récents sondages affirment que 60 % des Français estiment qu'ils ne résistent pas aux pressions du pouvoir ou des partis politiques. Qu'il nous soit permis de faire observer que l'objectivité est une notion très relative souvent à la limite de la subjectivité. Quant à l'évidence rationnelle souvent recherchée à travers des chiffres et des statistiques supposés faire échapper les journalistes aux critiques et aux polémiques, elle aussi a ses limites. Chiffres et statistiques plus ou moins manipulés, plus ou moins bien interprétés étant loin d'être vérité irréfutable.

Les journalistes se doivent d'obéir aux exigences de leur métier. Rechercher les informations, les vérifier, les recouper afin d'établir leur véracité, les mettre en forme. Cela suppose des sources multiples. Ces sources sont institutionnelles certes, mais surtout privées. Cela suppose de la part des journalistes une connaissance étendue du milieu dans lequel ils évoluent. Pour les journalistes de Défense, ces sources peuvent être des témoignages spontanés, des fuites savamment organisées mais aussi la surveillance des fréquences radio de la police ou des pompiers qui ne sont pas cryptées, et des ondes de rade, les étroites relations entretenues avec les parlementaires de la commission de la Défense nationale, les syndicats, les officiers du cadre de réserve qui très souvent ont été les porte-parole de leurs camarades d'active astreints au devoir de réserve.

Nous n'aurons garde d'oublier les nombreux travaux universitaires ainsi que les recherches conduites par des instituts spécialisés et les publications civiles ou militaires consacrées à la Défense. Au titre des sources institutionnelles il convient de donner une place importante à la Délégation à l'information et à la communication de la Défense.

Les armées ont toujours communiqué et durant de très nombreuses années la Marine et l'Armée de l'air ont conservé une bonne longueur d'avance sur l'Armée de terre dans ce domaine. Une Armée de terre engoncée souvent dans des structures très lourdes et, quoi que l'on puisse en penser, souvent victime du prisme déformant du service militaire et encore plus du service national. Il a fallu attendre la création du Service des relations publiques des armées et de la Délégation à l'information et

à la communication de la Défense (DICOD) pour que les armées soient enfin dotées d'un système d'information moderne, performant. L'information devenant alors un véritable acte de commandement.

Lors de la création du SIRPA, le Service d'information et des relations publiques des armées, aux côtés de nos camarades à la fois amis et complices de *La Voix du Nord* alors à son apogée, *d'Ouest France*, de *l'Est Républicain* et de *Sud-Ouest*, nous avons été de ceux qui redoutaient de voir dans ce grand service qui se mettait en place un moyen de contrôle de l'information. Nos inquiétudes étaient d'autant plus vives que le SIRP A se déclinait dans les trois armées, dans la Gendarmerie nationale, le Service de santé des armées, la Délégation générale à l'Armement.

Ces inquiétudes furent de très courte durée quand nous découvrîmes la qualité des officiers chargés de l'information. Certes le devoir de réserve s'inscrivait toujours dans leurs obligations, mais ils partirent d'un postulat tout à leur honneur, à savoir que le rôle d'observateur, d'informateur que l'on voulait bien reconnaître aux journalistes reposait d'abord sur l'honnêteté de leurs informateurs. Les officiers-communication des armées ont opté pour une toute autre démarche que leurs homologues civils appelés le plus souvent à brouiller les pistes, à manipuler les personnes et les idées face à des journalistes dont la vocation est d'informer le public, de lui donner la liberté de penser. En fait très vite les officiers du SIRPA sont devenus de véritables partenaires des journalistes. Leur premier souci fut de banaliser l'image des journalistes dans les armées et plus particulièrement dans les forces. La culture du rationnel et de l'argumentation prenant enfin le pas sur les hésitations, les craintes plus ou moins avancées de part et d'autre.

Les officiers de communication se sont affirmés très vite aussi comme les véritables conseillers techniques des journalistes, leurs connaissances permettant aux journalistes d'habiller correctement une information. Bon nombre d'erreurs ont été évitées et seront évitées parce que, sur leur chemin au moment opportun, les journalistes ont rencontré ou rencontreront de véritables spécialistes capables de leur apporter, de mettre à leur disposition, les informations techniques qui leur sont nécessaires.

Ce constat pourra paraître bien complaisant à certains de nos confrères qui ne manqueront pas d'évoquer le traitement de l'information lors de la première intervention alliée en Irak. L'information y fut orientée, quelquefois manipulée et le plus souvent cadencée par les autorités américaines au point de la rendre in crédible. Pour la presse écrite française, le taux de crédibilité qui lui était accordé par le lecteur de 62 % fin 1988 passait à moins de 50 % fin 1991 du fait de ces événements. La Presse française et la Délégation à l'information et à la communication de la Défense en ont tiré de précieux enseignements que nous partageons, bien que n'ayant pas vécu sur le terrain cet épisode. Frappes chirurgicales, absence de dégâts collatéraux nous semblent maintenant appartenir à une époque révolue!

En cette période de difficultés financières, le ministère du Budget et de la Réforme de l'État vient de prescrire une vingtaine d'audits dont les résultats commencent à être connus. Sur la sellette, le Service de communication des armées françaises. Que l'on tende vers la rationalisation des moyens de communication des armées nous semble une démarche aussi normale que nécessaire. Nous ne pouvons toutefois taire notre inquiétude quand sont remises en cause les cellules de communication de proximité, sans savoir d'ailleurs à quel niveau elles se situent. On ne peut en effet oublier que ces cellules sont animées par des officiers-communication qui ont une remarquable connaissance des hommes, des situations, du terrain. S'il fallait donner un seul exemple de leur efficacité, je citerais l'intégration du camp de Canjuers dans ce haut Var porté historiquement à la contestation. Aux côtés des chefs de corps, toujours portés au dialogue, à l'écoute des élus, des journalistes et des populations dont ils mesuraient les contraintes et le désarroi, ils ont évité à l'Armée de terre les tribulations d'un

nouveau Larzac. Alors pourquoi, aujourd'hui, remettre en cause le bien-fondé des cellules de communication de proximité alors qu'elles ont fait leurs preuves?

Après avoir évoqué les sources, quelques exemples concrets nous permettront d'établir le parallèle entre sources et informations. Nous le faisons d'autant plus volontiers qu'il y a aujourd'hui prescription.

Un obus inerte - encore faut-il le préciser - s'échappe du camp de Canjuers. L'incident sera révélé par un automobiliste de passage qui alertera les rédactions.

L'accident survenu à bord du sous-marin nucléaire d'attaque *Émeraude* a été connu de notre rédaction une poignée de secondes avant qu'elle ne soit annoncée par l'autorité maritime. À l'origine de cette fuite, un civil du Service de santé des armées qui cherchait à se mettre en valeur.

La restriction des moyens aériens voués au sauvetage hauturier devait être révélée discrètement par un amiral qui la déplore et entend faire revenir sur sa position le ministre de la Défense désespérément à la recherche d'économies. Le but recherché sera atteint. L'information, que nous disons tenir, bien entendu, d'une source généralement bien informée - un délicat euphémisme - en l'occurrence, fera mouche. Une fois publiée, elle sera reprise par les chaînes de radio et de télévision. Plaisanciers et syndicats de marins se mobilisent. Le ministre renoncera à son projet.

Sans doute vous souvenez-vous de l'épopée de cette vedette destinée à la marine iranienne dont s'étaient emparés des marins fidèles au Shah. Son départ de Cherbourg connu des seules autorités, la Marine nationale qui plotait la progression du bâtiment heure par heure observait un silence bien naturel dicté de toute évidence par des raisons diplomatiques. La vedette dont la presse ignorait le départ clandestin devait franchir sans encombre le détroit de Gibraltar. Au large de Marseille elle se signalait sur les ondes de rade, non cryptées et surveillées par les rédactions marseillaises. L'affaire qui éclatait au grand jour fit alors grand bruit. Elle trouva son épilogue en baie des Sablettes après une délicate médiation par l'amiral préfet maritime qui, à cette occasion, eut la surprise de découvrir, parmi l'équipage fidèle au Shah, l'ancien chef d'état-major de la marine iranienne qu'il avait connu alors qu'il servait en océan Indien. Bien entendu, rien ne devait filtrer de cette médiation. Nous nous souvenons encore de l'essaim de jeunes et jolies femmes - des Iraniennes exilées - venues avec des fleurs manifester devant les grilles de la préfecture maritime pour remercier la Marine nationale d'avoir trouvé, sans avoir eu recours à la force, un règlement pacifique à cette singulière affaire.

Le changement de statut de l'arsenal. La déflation attendue de ses effectifs a été portée à notre connaissance par des parlementaires de la commission de la Défense nationale alors que le ministre de la Défense du moment considérait son silence comme un atout dans les négociations qui allaient venir. L'affaire fit grand bruit et d'autant plus de tapage qu'un des parlementaires que nous n'avions pas consulté avait une autre approche du problème que la nôtre, sans doute pour des raisons strictement partisans.

L'annonce du désarmement du *Clemenceau* nous valut un certain succès et le courroux de nos confrères qui nous prêtèrent des sources inavouables alors que l'information figurait tout bonnement dans un rapport public de la commission de la Défense nationale que tout le monde pouvait consulter.

Le problème des sources évoquées, nous en viendrons au rappel des situations ambiguës auxquelles nous avons pu être confrontés. Nous nous attacherons ensuite à montrer que les journalistes si souvent accusés de propager de fausses nouvelles, de « bidonner », de « cartonner

», peuvent aussi démonter certaines informations, les réduire à leur juste proportion, alors qu'une plume malhonnête ou souvent mal avisée aurait pu les transformer en véritable *scoop*. C'est, le croyons-nous, l'honneur de notre profession.

Les comités de soldats ont mobilisé beaucoup de notre temps et ont posé pour nous un véritable cas de conscience. Fallait-il les considérer comme un phénomène de société, un épiphénomène, une attaque en règle de l'institution militaire pilotée par des officines hélas trop connues?

Depuis des jours nous recevions *Poisson rouge*, un brûlot antimilitariste quelque peu infantile. Dans un premier temps nous décidions de ne pas en faire état, jugeant qu'il était inutile de lui donner l'audience qu'il ne méritait pas. Notre position devint de plus en plus difficile dès que nous constatâmes que *Poisson rouge* devenait de plus en plus diffusé, et de plus en plus insolent, et que nous sûmes qu'il était piloté par un jeune scientifique du contingent fils d'un officier général. L'affaire devait connaître un singulier dénouement. L'étudiant qui participait au montage d'une de nos pages réservées aux jeunes lecteurs qui échappaient à tout contrôle du fait même de sa nature, jugea un jour amusant de faire état des évolutions de ce fameux poisson rouge qui ne demandait qu'à quitter son bocal. La réplique vint d'officiers-mariniers qui, excédés d'être caricaturés, allèrent jusqu'à demander audience à l'amiral préfet maritime. On devine quelle fut sa réaction et tout rentra dans l'ordre quand le pilote de *Poisson rouge* démasqué fut appelé à connaître quelques jours d'isolement.

Plus grave sera l'affaire de Draguignan qui venait tout de suite après celle de la garnison de Karlsruh. À midi, sous l'œil complice des caméras et des photographes dûment avisés, de jeunes artilleurs appelés défilaient en bon ordre en scandant des mots d'ordre trop connus. L'arrière-ban de la Presse était au courant, mais de toute évidence pas le colonel. Nous n'avons pas eu à traiter cette affaire sur le plan factuel mais nous étions appelé à faire un commentaire sur cet événement. Alors que nous nous interrogeons sur son fond et sa forme, c'est Charles Hernu qui nous donnera l'essentiel de notre papier. Ce jour, la providence avait voulu qu'il se trouve à Toulon. Il n'était pas encore ministre, mais considéré comme spécialiste des Affaires militaires et avait été invité à participer à une conférence débat animée par l'IHEDN. Sa condamnation de la manifestation sera sans ambages.

Cette période nous laisse un souvenir amer et attristé car, au même moment, nous apprenions la dissolution du bataillon de chasseurs alpins où nous avons servi en Algérie. Un bataillon décoré au titre de la Grande Guerre de la médaille militaire et qui s'était illustré à Narvik. Pensant qu'il s'agissait d'une dissolution liée au reformatage de la Division alpine, j'appelai un général qui voulait bien m'honorer de son amitié et de sa confiance. Sa réponse fut claire et nette. Gangrené, taradé par des officines bien connues, le bataillon, véritable poudrière avait été dissous en hâte. Ce jour-là nous avons eu mal en nous souvenant de tous les morts tombés dans ses rangs, de tous nos camarades tombés en Algérie qui portaient avec fierté son écusson.

Autre crise grave que nous dûmes affronter, le malaise dans la Gendarmerie. C'est par dizaines que nous reçûmes des lettres anonymes, la plupart du temps d'ailleurs écrites par des femmes. Si nous comprenions le mal vivre des gendarmes ballottés et corvéables à merci, nous n'avons jamais partagé les attaques en règle portées contre leur hiérarchie. Nos papiers s'en sont ressentis.

Ces exemples sont pris parmi bien d'autres mais nous pourrions aussi citer l'affaire dite « du Masurca » qui trouva son épilogue devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille. Les brimades insupportables exercées envers le personnel non gréviste lors des derniers grands mouvements sociaux qui affectèrent l'arsenal et que, bien entendu, nous avons révélées.

Mais pour ces événements au contrôle difficile où l'on ne sait plus où sont les limites de l'objectivité, combien de coups tordus évités, combien d'affaires réduites à leur plus simple expression alors qu'elles auraient été promises aux plus beaux développements médiatiques sous une plume malhonnête ou tout simplement imprudente!

L'appelé molesté par un jeune officier n'est jamais qu'un jeune marsouin pris de boisson, désarmé par un lieutenant devant le pas de tir où il brandissait un fusil chargé. Un coup médiatique soigneusement préparé par des officines trop connues, qui fit heureusement long feu.

Une autre belle affaire, les vols d'ordinateurs à la Force d'action navale. Elle nécessite quelque explication. Émoi à Toulon, un journal satirique généralement bien informé annonce que des ordinateurs ont été volés à la Force d'action navale. L'autorité maritime approchée confirme le vol mais donne peu de détails sur ses circonstances, excitant d'une double enquête judiciaire et de commandement en cours. On se penche alors sur la signature du fameux *scoop*. Il s'agit d'une brillante journaliste dont le père, colonel, a fait carrière dans les services spéciaux. Rien d'étonnant à ce qu'elle donne de bonnes informations et le microcosme médiatique de s'emballer. Que recelait ces fameux ordinateurs? Des signatures magnétiques de bâtiments, des données OTAN confidentielles, des données secrètes sur les SNA? Un vrai vent de folie difficile à maîtriser qui nous conduira à l'affrontement parce que nous étions de ceux qui estimaient qu'il fallait raison garder. Nous nous sommes attachés au développement de cette singulière affaire jusqu'à son épilogue devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille. C'est un jeune matelot du contingent qui, avec des comparses, a soustrait des ordinateurs qui ne contenaient que de banales données destinées à l'entraînement. Le mobile de ce vol est pour le moins étonnant: le jeune voleur a dérobé les ordinateurs qu'il a mis en lieu sûr en espérant que l'officier-marinier qui en avait la charge serait inquiet. À l'origine de son geste, un refus de permission qui lui avait été notifié pour négligence dans le service par cet officier marinier. La Marine gardait le silence. Déception du jeune voleur qui s'attendait à de grandes manchettes dans les journaux. Alors il prend le parti d'aviser lui-même le journal satirique qui révélera l'affaire. Il en fera tant qu'il finira par être démasqué avec ses comparses. Aux enquêteurs de jouer. Le jeune matelot a une relation originaire d'un pays de l'Est, l'autre des comparses des relations avec le Maghreb. L'enquête se développe. Toutes les pistes conduisant à une tentative d'espionnage s'effondrent. Le vol est dû à une bande de « pieds nickelés ». Le trio se verra infliger quelques mois de prison couverts par la préventive. Le jour du procès, ils comparaissaient libres et allaient jusqu'à saluer fort courtoisement l'officier de gendarmerie qui a dirigé l'enquête. Une vieille connaissance! Ce jour-là les journalistes ne se pressaient pas dans la salle d'audience du tribunal!

L'information, c'est aussi le quotidien, le vécu, mais c'est là un champ d'investigation qui fait difficilement recette. Notre génération a vécu dans la valorisation du risque individuel du héros. Pasteur, Jamot (*Réveille-toi Afrique*), le commandant Charcot, le colonel Drian, Mermoz enflammaient nos imaginations. Aujourd'hui nous vivons dans le principe du risque collectif qui induit le trop fameux principe de précaution qui va interdire toute prise de risque. Alors pourquoi des héros alors que la banalisation et la médiocrité deviennent la règle?

Nous sommes encore de ceux qui estiment que « servir suppose un supplément d'âme ». Fantastique huis clos des sous-mariniers enfermés dans leur coque d'acier, appontages de nuit, exercices longs et fastidieux, déploiements inattendus, sauvetages, quotidien des marins embarqués, opérations de maintien de la paix dans des pays déchirés par la guerre civile sont loin de faire recette.

Le siège de Sarajevo, le plus long siège de l'histoire, nous a laissé non seulement des souvenirs inoubliables mais aussi la rancœur de ne pas avoir pu nous exprimer autant que nous l'aurions souhaité. Dans cette ville exsangue, ravagée, où les tombes provisoires jalonnaient rues et squares, où les *snippers* faisaient quotidiennement des cartons délibérés sur des femmes, des enfants, des vieillards. Dans cette ville affamée où la population gagnée par le froid en était réduite à abattre les arbres d'alignement, à démanteler le mobilier urbain pour se chauffer, comment ne pas se souvenir des légionnaires du 2^e étranger, des marsouins du 21^e RIMA? Des risques infinis qu'ils encouraient pour ravitailler, protéger, soigner des populations prises sous le feu? Comment ne pas se souvenir de l'élégance de ces officiers pour qui tout était prétexte d'inviter leurs interprètes, en général des professeurs de français très âgés, privés de retraite depuis de longs mois, survivant grâce aux maigres subsides que leur apportaient les Nations unies? Les inviter, c'était les soustraire pour quelques heures supplémentaires à la morsure du froid, à la mort qui rodait partout à la recherche de nouvelles proies. C'était leur assurer un repas digne de ce nom. C'était, pour ces officiers accablés par leurs obligations, trouver les forces nécessaires pour leur faire espérer en des temps meilleurs, restaurer ces intellectuels bafoués dans leur dignité.

Alors pourquoi des héros tandis que l'on flatte le lectorat en faisant appel au cocasse, à l'accessoire qui l'emportent sur l'essentiel? Une histoire entre bien d'autres. Un jour du mois de décembre. Un ciel bas et gris à vous tomber sur la tête. Un vent violent, la mer qui se déchaîne. La préfecture maritime nous avise qu'un Super Frelon est en train de réaliser un sauvetage difficile en limite d'autonomie au large de Toulon. Il nous est offert de rejoindre la BAN de Saint-Mandrier pour assister à son retour mission accomplie. Nous avons trop volé à bord de Super Frelon, nous connaissons trop de pilotes pour ne pas mesurer les difficultés du sauvetage en cours. La nuit qui vient. Les vagues qui se creusent. Le voilier désarmé dans la tempête, les voiles déchirées qui claquent dans le vent, les mouvements désordonnés du grand mât. L'approche de l'appareil. Le long stationnaire qui commence. Le treuillage du plongeur de bord. L'hélicoptère délicat des naufragés transis de froid. Le long transit de retour de l'appareil sur Saint-Mandrier. Le Super Frelon vient de se poser. Après le bal des infirmiers et des pompiers qui prennent en charge les rescapés, le pilote raconte en termes mesurés sa mission. Nous appelons notre rédaction pour lui demander le lignage qui nous est imparti: trente lignes. Mais ... Réponse péremptoire: trente lignes, il n'y a pas de morts. Silence dépité de notre part puis relance timide. Parmi les rescapés un chat. Terrorisé, toutes griffes dehors, il a fallu l'enfermer dans un sac postal pour l'hélicoptère. Un chat ça change tout: cent lignes. Vous avez des photos? Oui. Celles du pilote, de l'équipage, des rescapés. Je m'en fous, je veux celle du « greffier ».

Il est bien connu dans les rédactions qu'il vaut mieux une information partielle ou déformée que pas d'information du tout. La transmission des textes, des images est donc primordiale d'autant plus qu'il faut prendre en compte l'heure de tirage du journal. Il y a une dizaine d'années, les journalistes étaient tributaires des armées pour transmettre photos et papiers dès lors qu'ils se trouvaient privés de tous moyens de communication civils. Durant la guerre de Yougoslavie, les journalistes qui vécurent le siège de Sarajevo purent bénéficier des moyens de la radio et de la télévision bosniaque qui, durant tout le conflit, put maintenir courageusement ses émissions. Il n'en était pas de même en rase campagne où tous les moyens de télécommunication avaient été pratiquement détruits par les belligérants. Nous étions des journalistes qui accompagnaient le 2^e RIMA qui devait s'infiltrer dans les Krajina et prendre position entre Serbes et Croates. Une opération complexe ralentie par des coupures de route, la reconnaissance préalable des cheminements le plus souvent minés. Partis pour un long reportage nous avons tout notre temps, ce qui n'était pas le cas de deux de nos confrères appartenant à une grande agence de presse et à une radio périphérique. Tous deux piaffaient d'impatience de donner un véritable *scoop*, d'être les premiers à révéler que des casques bleus français venaient enfin de faire

leur jonction avec un bataillon polonais engagé sous la bannière de l'ONU pour s'interposer entre Serbes et Croates. Pressé de demandes de concours, le colonel avait répondu qu'il ne pouvait accorder qu'une vacation radio. Déception des deux journalistes qui multipliaient les arguments pour évincer leur confrère. Dans sa grande sagesse, le colonel décida d'avoir recours au tirage au sort. Deux brins de paille firent l'affaire. Pour notre part nous pensions qu'il avait fallu vingt et un jours pour que la France apprenne la mort de l'empereur à Sainte-Hélène. Aujourd'hui il suffirait de quelques secondes.

Actuellement téléphones satellitaires et images numérisées donnent au journaliste une totale indépendance, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes au commandement. Les journalistes partant d'un postulat trop facile, mieux valant une nouvelle douteuse que pas de nouvelle, alors que les militaires restent attachés aux consignes reçues, à la nécessité, de protéger leurs forces.

De la vitesse de l'information dépend sa valeur marchande, l'exclusivité conforte l'audimat des chaînes de télévision qui se livrent une concurrence acharnée, la réputation des agences qui justifie le coût d'abonnements de plus en plus élevés. Pour aller plus vite, pour s'assurer des exclusivités tous les moyens plus ou moins avouables sont bons.

À Bucarest, durant la révolution roumaine, les émissaires d'une grande chaîne de télévision louaient au prix fort sans limitation de durée tous les taxis de la capitale roumaine pour interdire à leurs confrères de se déplacer. Nous nous souvenons encore d'avoir vu devant le Parlement un flot interminable de taxis surveillés par les gardes du corps de CNN. Liasses de dollars en main, ils avaient aussi fait la chasse aux interprètes et aux grands témoins de la révolution dont ils s'étaient assurés l'exclusivité des services.

Le grand public lui aussi a appris le prix des images. Le crash du Concorde filmé par des automobilistes et cédé à des chaînes de télévision a atteint des prix records. Les photos liées à l'affaire d'Outreau ont été acquises à prix d'or par les émissaires des magazines.

Au terme de ce panorama qui est loin d'être exhaustif, qu'il me soit permis d'intervenir sur des conditions plus générales concernant la presse écrite trop souvent ignorées de l'opinion publique.

Ces derniers mois nous venons de connaître un événement de première importance avec l'émergence dans la presse quotidienne régionale de grands pôles régionaux. Mardi **14 février 2006**, le conseil d'administration de *L'Est républicain* a entériné le rachat des journaux du pôle Rhône-Alpes de la Socpresse de Serge Dassault (*Le Progrès*, *Le Dauphiné libéré*, *Le Bien public*) après avoir acquis en 1997 *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Il devance ainsi le premier éditeur de la presse quotidienne régionale, passant devant *Ouest-France* jusqu'alors premier quotidien français avec une diffusion de près de 800 000 exemplaires.

Notre région n'échappe pas non plus au phénomène de concentration actuel. En 1976 on dénombrait dans notre région six quotidiens (*La Marseillaise*, *Le Soir*, *Le Méridional*, *La France*, *Le Provençal*, *Le Petit Varois*, *Var-Matin République*). Aujourd'hui on n'en compte plus que trois, *Var-Matin*, *Nice-Matin* et *La Marseillaise*, et encore faut-il souligner que *Var-Matin* n'est jamais devenu qu'une édition de *Nice-Matin*. À son époque, *Var-Matin* constituait un véritable cas d'école avec une rédaction de l'importance de celle de France-Inter et un taux de pénétration qui comptait parmi les plus forts des journaux français.

La concentration des titres connue dans notre région semble loin d'être achevée puisque la constitution d'un grand pôle de la presse quotidienne régionale est actuellement en cours. Il s'agit d'un partenariat avec Hachette Filipacchi Médias (groupe Lagardère) propriétaire de *Nice-Matin Var-Matin*, et de *La*

Provence, et du *Monde*. En fait, il s'agit de la constitution d'un holding où *Le Monde* sera majoritaire et qui permettra le rapprochement des journaux du Groupe du Midi où *Le Monde* a déjà pris pied (*Indépendant* de Perpignan, *Centre Presse* de Rodez, *Midi-Libre* de Montpellier) et les journaux du groupe Lagardère qui nous concernent directement. Ce holding dans lequel entrerait un troisième partenaire, conduirait à un ensemble qui deviendrait le troisième groupe de la presse quotidienne régionale avec une diffusion de 600 000 journaux par jour pour un chiffre d'affaires de 400 millions d'euros.

Ces regroupements sont dictés par d'évidentes raisons d'économies. La presse quotidienne régionale n'est pas véritablement dans une mauvaise santé financière, mais elle est confrontée à une baisse de diffusion. En dix ans ses ventes de journaux ont diminué de plus de 10 %.

À ce propos, il convient de noter l'absence de parallélisme entre la montée des ventes des journaux et la croissance démographique. La presse quotidienne maintenant son chiffre d'affaires soit par l'accroissement de ses recettes publicitaires, soit par l'augmentation de son prix de vente qui n'est pas sans risque pour sa diffusion. Ces regroupements auxquels il semble difficile d'échapper sont dus à la concurrence des chaînes de télévision et de radio, d'Internet si souvent visité par les jeunes et des journaux gratuits. En 1975, on dénombrait en France 175 journaux régionaux, aujourd'hui une soixantaine.

Bien entendu toute entreprise doit atteindre une dimension optimale pour survivre, mais la concentration de la presse quotidienne régionale, les difficultés de la presse parisienne sont ressenties avec amertume par les journalistes. Des journalistes qui dénoncent à chaque concentration une perte d'identité, avec la multiplication des pages communes dans les journaux d'un même groupe, des éditoriaux identiques.

Une situation qui conduit à la banalisation inexorable de l'information. Au XIX^e siècle, les quotidiens offraient des pages entières de colonnes et de textes sans titre accrocheur. Au fil du temps, les pages se sont animées avec des manchettes en gros caractères, des dessins, des photos. La lecture des journaux des années mille neuf cent est particulièrement édifiante à ce sujet, notamment dans le traitement des faits divers. Faute de photos, les rédacteurs avaient recours à tous les artifices de leur plume pour peindre les personnages en cause ou les scènes les plus insoutenables. Des relations qui seraient aujourd'hui rejetées, car procédant plus du rapport d'autopsie ou du rapport de police que de l'enquête journalistique. Une situation qui ne durera pas car la fin du XIX^e siècle a vu l'émergence d'une civilisation de la présentation. Les photographies, les images se multiplient dans la presse. Les plans restent juxtaposés plus qu'ils ne sont mis en perspective, le changement de focale entre le proche et le lointain a du mal à s'établir mais c'est une nouvelle dimension qui s'affirme dans la presse avec l'émergence de la photographie.

À une exception près, celle d'*Ouest-France*, les patrons de presse n'ont pas pu ou n'ont pas voulu donner son poids légitime à la presse quotidienne régionale. Et ce ne sont pas les concentrations en cours, nous semble-t-il, qui favoriseront l'émergence de grandes régions appelées à s'intégrer dans l'Europe. Les journalistes rêvent encore à ces temps révolus, l'orée du xx- siècle où l'on dénombrait 57 titres parisiens, 242 titres régionaux. Les chaînes de radio et de télévision révèlent aujourd'hui en temps réelles grands événements. Sur ce plan la presse écrite ne peut pas lutter, mais il lui reste la micro-information et le véritable commentaire où elle est loin d'exceller. L'arrivée de l'offset, de la couleur et du traitement de texte assisté par ordinateur a été vécue par les journalistes comme une véritable révolution culturelle qui a court-circuité la chaîne classique du traitement de l'information, de la rédaction à la mise en page.

Après la seconde guerre mondiale les choses se sont accélérées. La presse écrite s'inspirant d'un nouveau média, la télévision, des modèles américains, des modes publicitaires en raison de leur habileté à capter l'attention du public.

Même en changeant de format, même en réorganisant, en hiérarchisant mieux leurs pages, comme cela vient d'être le cas pour Le Figaro, les journaux restent conditionnés par la télévision.

L'à-plat est censé représenter l'écran, l'encadré qui pourtant casse la progression de la lecture, le *zapping*. Un terme barbare que vous voudrez bien m'excuser de devoir employer. La presse écrite dérive de plus en plus vers l'univers de l'image, le poids des mots s'efface devant le choc des photos. Il y a quelques années on assurait qu'à très court terme le seul et unique support papier de la presse écrite serait le journal livré à ses lecteurs. Aujourd'hui nous en sommes moins sûrs alors que l'écran domine notre quotidien. Mais que deviennent les journalistes dans ce tourbillon sans fin qui brasse information et technique?

Il leur faut d'abord défendre leur identité, mais aussi mieux mesurer le terrifiant pouvoir qui est le leur alors que trop souvent ils sont poussés par l'opinion publique. Le lynchage médiatique existe. La récente affaire d'Outreau en est la preuve par quatre. Sans vouloir explorer ce phénomène, qu'il nous soit permis de revenir sur le fameux secret de l'instruction, transgressé dans le quotidien par les médias, les magistrats et les avocats. Nous connaissons des rédactions où les derniers titres étaient arrêtés en fonction du dernier procès-verbal d'audition transmis à la rédaction par un juge trop complaisant. Que faut-il penser de la formule équivoque du trop fameux «Nous nous sommes procuré», qui, bien entendu, s'applique à des enquêtes en cours.

Nous aurions aussi fort à dire sur le journalisme d'investigation trop souvent transformé en journalisme d'inquisition. Sur le triumvirat qui associe policier, magistrat, journaliste dont les intérêts sont manifestement contradictoires même si sur le moment ils sont appelés à converger.

Le dix-neuvième baromètre *La Croix- Le Point- TMS* portant sur les Français et les médias publié le 23 février dernier a révélé un intérêt croissant des lecteurs et des auditeurs pour les événements. Il est vrai que 2005 avait été riche d'informations avec les violences dans les banlieues, la mort de Jean-Paul II, l'affaire d'Outreau, le tremblement de terre au Pakistan, la situation en Irak, le retrait des Israéliens de la bande de Gaza. Cet intérêt croissant pour l'information est bien vite tempéré quand on s'attarde sur le regard que les Français portent sur les médias. Plus de la moitié d'entre eux font confiance à la radio, mais une grande majorité d'entre eux jugent les journaux télévisés de moins en moins crédibles. La presse écrite n'est pas épargnée pour autant puisqu'on lui reproche d'ignorer trop souvent l'essentiel pour aller à l'accessoire, de se complaire dans des développements artificiels et d'évoluer complaisamment dans la chronique du malheur comme ce fut le cas avec les violences connues dans les banlieues.

Nos confrères anglo-saxons reprochent aux journalistes français leurs bavardages au détriment des faits et des citations, leur précipitation, leur faculté de s'ériger en censeurs, de juger, de trancher. Car, il faut bien l'admettre, le lynchage médiatique est devenu une réalité dans notre pays. Un lynchage où, à leur corps défendant, lecteurs et téléspectateurs deviennent parfois acteurs, parce que la presse, si elle devance parfois l'opinion publique, la suit le plus souvent. Une opinion publique qui n'a pas encore mesuré l'impact du média Internet qui distille le plus souvent des informations difficiles à contrôler mais rencontre la faveur de la grande majorité de la jeunesse. Nous avons connu la sinistre farce de Timisoara. Il faut croire qu'elle n'a pas servi de leçon puisque la presse française continue à connaître les mêmes errements. C'est elle qui a donné ses dimensions hallucinantes au développement de l'affaire d'Outreau, qui a désigné les coupables, mobilisé l'opinion publique. À l'abomination du

crime a succédé l'innocence bafouée. On ne lui demande pas de faire acte de contrition mais d'être plus mesurée. Et à ce propos on ne peut oublier que, lors des émeutes connues dans nos banlieues, ce sont bien les chaînes de télévision qui ont donné de la France l'image d'un pays à feu et à sang en apportant de la dynamique à la violence, de l'oxygène au brasier selon la formule percutante d'un expert des violences urbaines.

Comment ne pas partager les phrases terribles - le mot n'est pas trop fort - du directeur de la rédaction du *Point*: « L'actualité c'est, si l'on ose dire, le drame de notre métier. N'exercent bien cette profession que ceux qui n'hésitent pas à changer de pied, voire à écrire sans complexe le contraire de ce qu'ils affirmaient la veille dès lors que les événements ont basculé. » Des phrases lourdes de sens qui nous ramènent à celles de d'Alembert dans sa lettre au roi de Prusse du 2 mars 1772 : « Je ne sais si la liberté de la presse doit être accordée, mais je pense que si on l'accorde, elle doit être sans limites et indéfinie. »

Que penser de ces journalistes incapables d'admirer, toujours prêts à discuter quelques autorités que ce soient, alors que leur légitimité est pourtant garante de l'ordre, de la concorde et de la liberté? Que penser de ces journalistes qui sont passés du journalisme de validation au journalisme d'investigation sans véritable réflexion? Autant de questions que nous nous posons au lendemain de notre vie professionnelle. Ce métier de journaliste, nous l'avons exercé avec passion parce que nous croyons que la presse est garante de la liberté, à condition que les journalistes ne soient ni pompiers, ni pyromanes et qu'ils accompagnent les métamorphoses de notre société sans catastrophisme racoleur, sans exaltation béate, mais avec un réalisme honnête. Et s'il est vrai que notre société réclame la transparence, que l'image terrorise, que les mots orientent, les journalistes ne doivent pas pour autant se complaire dans cet état d'impuissance partagé trop souvent avec l'opinion publique. Une situation commode pour évacuer les menaces qui pèsent sur notre société plutôt que de les affronter. Une situation qui traduit notre peur collective.

Sans doute trouverez-vous ces propos très sévères de la part d'un journaliste qui a aimé son métier, qui ne l'a jamais quitté, qui persiste à voir dans l'information un bien social et dans les journalistes les « sentinelles de la liberté » selon l'heureuse formule de l'Unesco. Un journaliste qui ne peut oublier que cinquante-trois de ses confrères ont perdu la vie pour avoir sacrifié aux exigences de leur métier au cours de l'année écoulée. Des journalistes auxquels, sans nul doute, on pourrait appliquer la célèbre apostrophe de Pascal qui figurait sur l'entête de *Défense de la France*, bulletin de la Résistance, ronéotypé dans les caves de la Sorbonne, ancêtre de *France Soir*, « Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger ». Des propos qui pourront sembler d'autant plus sévères que nous partageons la formule bien connue de Gaston Leroux, le père de Rouletabille, qui fut un très grand journaliste, le seul sans doute à avoir compris les bouleversements qu'allait enfanter la révolution bolchevique, « Le premier devoir d'un journaliste, c'est d'être lu. »

La Presse résistera-t-elle à l'écran? Cette question, nous continuons à nous la poser alors que dès 1996, 1 400 journaux électroniques étaient présents sur Internet. À ce propos, il convient de souligner que le pionnier en la matière fut un titre qui nous est cher, le *Télégramme de Brest*. Le 27 septembre 1996, alors que le titre était paralysé par la grève, ses lecteurs pouvaient en lire sa version intégrale sur le Web. En fait, c'est dans le support papier et le support écran que la presse écrite trouvera peut-être son salut. Et comment ne pas citer le philosophe Michel Serres: « L'écrit est toujours là, et bien là, que ce soit sur l'écran ou n'importe où. Au contraire, c'est une énorme victoire de l'écrit sur l'écran. L'écrit n'est pas menacé. C'est l'imprimerie qui change. C'est le support qui change. Il faut penser "support", "transport", c'est le même mot. Le support s'allège,

le transport est plus rapide. Nous sommes dans le siècle des transports rapides et qui le seront de plus en plus. »

Le journal *Libération*, qui connaît actuellement de nouvelles turpitudes, entend faire fusionner Web et papier. Cette mesure qui s'accompagne du départ de 56 journalistes devrait permettre au quotidien, selon son directeur Serge July, de redevenir bénéficiaire. *Libération* va donc se tourner vers un journal bi-média, format papier, électronique.

Notre propos avait débuté avec le journalisme de Défense, alors revenons-y. Au lendemain d'une carrière vouée pour une bonne partie aux armes de la France, qu'il nous soit permis de souhaiter un véritable renouveau de la presse dans le domaine de la Défense. Une presse qui ne limite pas ses ambitions aux discussions budgétaires et à l'événementiel, une presse qui s'attache à faire vivre dans le quotidien nos forces armées, qui sache lui assigner sa légitime place dans la Nation. Une presse qui sache expliquer que, pour essentielle qu'elle soit, la garantie de nos frontières et de nos atterrages ne doit pas être une limite à nos ambitions. Car aujourd'hui plus que jamais, c'est à l'avant que se gagne la bataille. Une presse qui sache enfin donner tout son lustre à la Marine, vecteur de la souveraineté nationale, mais aussi bras séculier de notre diplomatie. Une presse qui s'attache à défendre une Marine dont le rôle devient de plus en plus essentiel dans notre monde en crise. Une Marine dont Thiers disait: « Qui dit Marine, dit suite, temps, volonté. De toutes les choses, celle qui se passe le moins d'une forte volonté de la part du gouvernement, d'une grande suite dans les idées, c'est la Marine. »

Réponse de l'amiral Pierre BRUN

au discours de réception M. Charles JAUFFRET

Lorsque vous m'avez fait l'honneur, et l'amitié, de me demander de répondre à votre discours de réception dans notre académie, j'ai bien sûr accepté avec grand plaisir et, je l'avoue, une certaine émotion et ma première réaction a été de relire un article que vous aviez écrit l'an dernier dans le *Bulletin de la société des Amis du Vieux-Toulon et de sa région* et que vous avez intitulé « À l'école de la République ».

Écoutons votre récit de l'arrivée de Marie-Gabrielle Pujarnisclé, jeune institutrice sortant de l'école normale de Draguignan, quand en 1927, le 1^{er} octobre comme c'était l'usage autrefois, elle se dirige accompagnée de sa mère au hameau de La Moure. Toutes deux sont arrivées la veille à la Garde-Freinet, bourgade située à quelque six kilomètres. « Pas question, écrivez-vous, de prendre un taxi, trop onéreux pour sa maigre bourse, car elle ne sera payée que le 30 octobre. Un progrès toutefois par rapport à ses camarades des promotions plus anciennes qui ne recevaient leur premier salaire que le 30 novembre, l'État, toujours d'une grande sagesse, affectant leurs premiers émoluments à leur ... caisse de retraite. C'est donc à pied, le 1^{er} octobre au petit matin, valise à bout de bras, que Marie-Gabrielle Pujarnisclé et sa mère prennent le chemin de La Mourre. Il fait déjà chaud, la route monte, les bogues de châtaignes jonchent la chaussée. Chemin faisant, elles sont rattrapées par un homme qui conduit une charrette chargée de fumier. Avenant et souriant, il se présente: "Sylvain Bertrand, vous êtes la nouvelle institutrice ?" Il explique que la nature de son chargement lui interdit de les transporter en charrette, où il parvient à caser leurs valises ... ». On pourrait poursuivre l'évocation de ce temps que nous, les Anciens, évoquons avec nostalgie, où un hameau de trente-cinq habitants avait son école et son institutrice.

Mais votre récit nous a donné l'envie de refaire le chemin de la Garde-Freinet à La Moure. Nous l'avons fait - autres temps autres mœurs - en voiture. Nous n'avons pas rencontré, comme Mille

Pujarniscle, M. Bertrand et sa charrette de fumier, mais Mme Bertrand, sa belle-fille, détentrice des clefs de la ravissante petite chapelle aux vitraux rayonnant de bleu du maître-verrier varois Paul Ducatez. Cette charmante dame nous a convié à venir prendre un vin d'orange chez elle où nous avons fait la connaissance de son mari, Serge, un des petits élèves qui attendaient leur institutrice devant l'école le 1^{er} octobre 1927 ... Il nous a parlé d'elle avec beaucoup de tendresse, tendresse qui transparait dans votre article et que votre amour des Maures exprimé dans un style clair, simple, évocateur, ne suffit pas à expliquer. Et nous avons eu la réponse de votre attachement à cette institutrice: Mlle Pujarniscle, monsieur, c'est votre mère.

Après quelques années passées à La Moure, Mlle Pujarniscle épouse M. Jauffret, enseignant lui aussi. Le jeune couple s'installe à Six-Fours et de leur union naît, le 2 mai 1936, Gabriel.

Quelques années plus tard je vous ai retrouvé, sur Internet, dans la classe de 6^{me} de M. Marius Autran, au collège Martini de La Seyne. Vous poursuivez vos études au lycée de Toulon puis en 1956 vous intégrez l'École nationale des langues orientales, devenue aujourd'hui l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'INALCO, qui a gardé son appellation familière de « Langues O' ». Dans cette école à nulle autre pareille, non seulement vous apprenez le malais, le malgache, le turc, mais vous côtoyez des personnages sortant de l'ordinaire, des étudiants étrangers, des missionnaires, des officiers appelés à des postes de coopérants ou d'attachés des forces armées. Tout ce monde vous apportera dans votre futur métier des connaissances extraordinairement enrichissantes. Vous y rencontrez notamment un colonel, directeur du Centre des hautes études musulmanes, qui dirige votre mémoire consacré au plan de Constantine, ce plan de développement économique et social visant à la valorisation de l'ensemble des ressources de l'Algérie, ce plan qui sera balayé par la guerre et l'indépendance.

Ceci expliquant cela, vous passez vos périodes de vacances - plus de trois mois chaque année - à servir comme volontaire dans des Sections administratives spécialisées (SAS). À Fort de l'Eau, à Ain Abid dans le Constantinois, à Bouira en Grande Kabylie où vous participez à la construction d'un foyer pour jeunes.

Appelé sous les drapeaux en 1960, vous servez bien entendu en Algérie dans un bataillon de chasseurs alpins, celui-là même dont vous avez évoqué tout à l'heure la dissolution qui vous a plongé dans la tristesse et l'amertume. Vous participez à toutes les opérations conduites par votre unité. Sur cette période vous restez discret, vous vous rappelez quelques bons moments. Ainsi lorsque les fellaghas brûlaient les récoltes, il n'y avait plus qu'à donner un coup de chapeau de brousse sur les cailles étourdies par la fumée pour ensuite se régaler d'une belle brochette. Petites étincelles de joie dans une période difficile, pleine d'embûches. Période qui s'est terminée dans le drame pour beaucoup d'entre nous et surtout pour tous ces harkis qui étaient restés jusqu'au bout fidèles à leur engagement envers la France. C'est votre honneur, monsieur, que d'avoir réussi à faire rentrer en France les harkis de votre bataillon les plus menacés ainsi que leurs familles, avec la complicité de vos chefs, d'amis et de votre mère qui assurait leur accueil en Métropole.

C'est à votre retour que vous embrassez la carrière de journaliste, d'abord au *Méridional* puis à *République - Var-Matin*. C'est là où les gènes de vos ancêtres vont se réveiller et affirmer votre passion de la mer. En effet, vous comptez dans votre ascendance de nombreux marins. Vous pouvez vous enorgueillir d'avoir un ancêtre victorieux des Anglais - ce n'est pas donné à tout le monde - sous les ordres de l'amiral de Grasse dans la baie de la Chesapeake; un autre embarqué sur *l'Orient* à Aboukir a peut-être péri lors de la formidable explosion qui entraîna la disparition du vaisseau amiral.

Toujours est-il que vous devenez le chroniqueur Marine de votre journal puis le correspondant d'*Ouest-France* et du journal des marins *Cols bleus*.

Accrédité Défense, vous devenez un grand spécialiste des problèmes de Défense.

De toute votre carrière je ne retiendrai que quelques moments forts de l'Histoire auxquels vous avez participé et dont vous parlez avec émotion: la disparition des sous-marins *Minerve* en 1968 et *Eurydice* deux ans plus tard; l'indépendance de Malte, que vous avez « couverte », comme on dit dans votre langage, à La Valette; les émeutes d'Irlande, où vous suiviez un bataillon anglais; un reportage en Israël sur le plateau du Golan avec l'armée israélienne; l'indépendance de Djibouti; la révolution roumaine à Bucarest; le siège de Sarajevo, dont vous nous avez parlé tout à l'heure. La liste pourrait être bien plus longue.

Vous avez navigué sur de nombreux bâtiments de la Royale, vous avez apponté sur le *Foch* et également sur un porte-avions américain, vous avez suivi une mission d'assistance à la grande pêche, vous avez embarqué sur tous les types de sous-marins, votre carnet d'heures de plongée, si vous en avez un, doit être bien rempli ...

C'est pendant cette période que nos chemins, qui auraient déjà pu se rencontrer en Algérie, mais j'étais en mer et vous dans le Djebel, ont commencé à se croiser.

Ce fut au début par journal interposé. Pendant plusieurs années, jeune officier de marine, comme de nombreux marins à Toulon, tous les jours lors de mes séjours à terre, j'ouvrais *République - Var-Matin* et j'y trouvais les dernières nouvelles de la Royale. Des articles de fond, des nouvelles de nos bâtiments et de leurs périples outre-mer, la liste hebdomadaire des affectations, les prises de commandement, etc. J'ai appris ainsi ma désignation comme officier en second d'un sous-marin, ce que ma hiérarchie ne m'avait pas encore signalé. J'ai appris, lors de ma prise de commandement de la *Vénus*, que j'étais le père de deux bambins charmants, qualificatif que nous n'avions pas encore découvert ... Bref, mille grandes ou petites choses de la Marine et les articles signés « Gabriel Jauffret », ou plus familièrement « G. J. », nous donnaient le sentiment d'un lien entre notre Marine et la ville de Toulon, entre le militaire et le civil.

Puis je vous ai rencontré effectivement lors de diverses missions dont vous couvriez le déroulement et vos articles étaient grandement appréciés, développant toujours ce précieux lien entre Toulon et « sa » Marine.

Lorsque j'ai quitté le service actif et suis « entré » en mycologie, nos chemins se sont de nouveau rencontrés. J'ai appris que tout ce qui touchait aux champignons vous passionnait. Il est vrai que votre épouse est une mycologue de haut niveau. Quel bonheur que de vous accompagner tous les deux à l'ouverture du marché aux truffes d'Aups, quelle détente que de partir dans le haut Var à la recherche de chanterelles ou de morilles! Mais, par-delà la mycologie, tout ce qui a trait à la nature vous attire. Là aussi il y a peut-être quelques gènes familiaux qui se sont réveillés. N'avez-vous pas un frère qui s'adonne à l'entomologie au fin fond de la forêt amazonienne? Vous avez sur les collines de Saint-Mandrier des ruches qui donnent un miel succulent; vous êtes un amateur éclairé de fromages de chèvre que vous allez débusquer dans les plus petites fermes. Plus sérieusement, vous êtes un grand connaisseur de la forêt varoise. Peut-être, au détour d'un chemin parcouru avec vos amis de l'Office national des forêts, avez-vous rencontré, en train de débroussailler, un de ces harkis que vous aviez sauvés du massacre?

On pourrait parler de l'Ifremer, de l'aquaculture ou tout simplement du pays varois et des ouvrages publiés sur ce sujet en collaboration avec M. Jean Rambaud et notre président honoraire le Dr Antoine Marmottans. On pourrait s'étendre longuement sur les nombreuses tables rondes auxquelles vous avez apporté votre concours ou que vous avez vous-même organisées. On pourrait, dans un autre domaine, raconter une collecte de médicaments à laquelle vous avez participé, mais cela nous conduirait beaucoup trop loin compte tenu de la richesse de votre parcours.

Votre sens du dévouement et du service public vous fait, lorsque vous en avez terminé avec votre métier de journaliste, vous engager politiquement auprès de M. Arthur Paecht, dont je salue la présence, et dont vous devenez le premier adjoint à la mairie de La Seyne-sur-Mer. Il ne m'appartient pas, bien évidemment, de parler de votre action en tant que premier adjoint mais nos chemins se sont croisés tout de même dans l'exercice de vos fonctions. C'était il y a dix-huit mois déjà lors de l'exposition de champignons présentée par la Société des sciences naturelles et d'archéologie de Toulon et du Var, à la bourse du travail de La Seyne, exposition si parfaitement bien organisée par les services de la mairie que nous recommencerons à l'automne prochain, si M. le Maire le veut bien et les conditions météorologiques le permettent.

Vous avez choisi de nous parler des relations entre presse et Défense et, dans votre exposé, vous nous avez montré avec des exemples particulièrement bien sélectionnés les difficultés de votre métier, difficultés plus grandes encore dans le domaine des armées où l'information doit être protégée. En effet, entre le droit à l'information et l'exigence du secret, la voie est étroite et seules des relations continues et confiantes entre les journalistes accrédités et les services compétents de la Défense permettent de maintenir un difficile équilibre. Votre démonstration a été tout à fait convaincante.

Je voudrais tout de même revenir sur un point. Vous nous avez dit que, selon Gaston Leroux, « Le premier devoir d'un journaliste, c'est d'être lu ». Voilà une phrase bien dangereuse qui, chez des journalistes ambitieux ou malveillants, conduit aux excès que vous avez évoqués. « L'affaire » du sonar, appareil de détection sous-marine, de la frégate *De Grasse*, soulevée la semaine dernière par une presse avide de saper certaines institutions, en est un dernier exemple.

Mais faut-il accuser le journaliste ou le lecteur, libre de son choix ? Pour défendre votre profession, je préférerais tourner la proposition de Gaston Leroux dans un autre sens et approuvée, j'en suis certain, par Rouletabille: « On a les journalistes qu'on mérite ».

C'est donc tout à l'honneur de l'Académie du Var d'avoir en son sein un journaliste dont la signature a toujours été le gage d'une information documentée, claire, précise, en un mot honnête.